Canton de Canton de Paralei

TRIBUNAL NEUTRE

Case postale 1014 Lausanne

Réf.: TN 1/2023

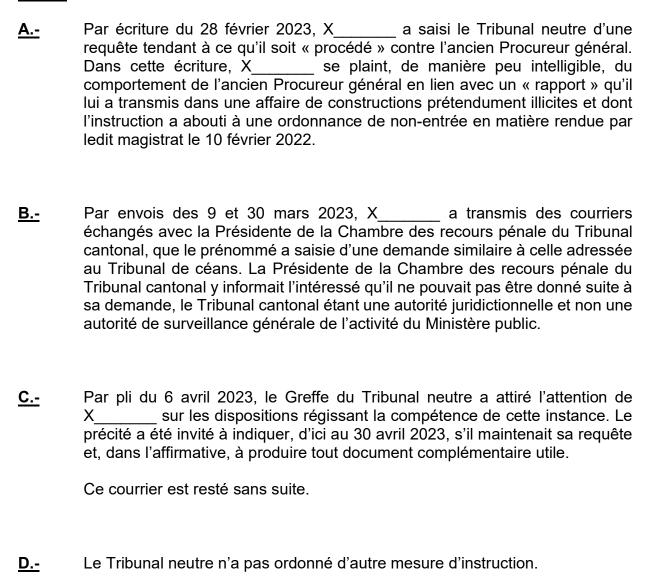
Arrêt du 28 juin 2023

Composition :	MM. Olivier Derivaz, président, Jacques Dubey, vice-président, Jean-Yves Schmidhauser, Olivier Gaillard, juges, et Aurélien Wiedler, juge suppléant,
Requérant :	X , Chemin de la Moraine 16, 1162 Saint-Prex,
<u>Autorité intimée</u> :	Y, ancien Procureur, Avenue de Longemalle 1, 1020 Renens,
<u>Objet</u> :	Mesures disciplinaires à l'encontre de l'ancien Procureur général.

* * * * *



En fait:





En droit:

<u>1.-</u> Le Tribunal neutre ne dispose que des compétences énumérées par la loi, qui visent en particulier les questions de récusation du Tribunal cantonal. Il connaît également des recours contre des décisions rendues en matière disciplinaire.

A cet égard, selon l'art. 32 let. b de la loi vaudoise du 31 mai 2022 sur le Conseil de la magistrature (LCMag; BLV 173.07) et l'art. 20a de la loi vaudoise du 19 mai 2009 sur le Ministère public (LMPu; BLV 173.21), le Conseil de la magistrature est compétent pour exercer la surveillance disciplinaire sur tous les membres du Ministère public. Les décisions rendues en matière disciplinaire par le prédit conseil peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal neutre, conformément à l'art. 45 LCMag.

- <u>2.-</u> En l'espèce, la requête déposée par X_____ tend à ce que le Tribunal neutre prenne des mesures disciplinaires à l'encontre de l'ancien Procureur ____. Or, le Tribunal de céans n'a aucune compétence disciplinaire directe contre les membres du Ministère public, y compris contre les agents qui ne sont plus en fonction. En l'absence de toute décision disciplinaire du Conseil de la magistrature, il ne saurait non plus traiter la requête en tant que recours. En conséquence, le Tribunal neutre est incompétent pour connaître de la requête dont il est saisi.
- <u>3.-</u> Sur le vu de ce qui précède, le requérant, qui succombe, doit supporter les frais de la procédure devant le Tribunal neutre, arrêtés à 200 fr., conformément au tarif du 15 avril 2008 des frais judiciaires perçus par le Tribunal neutre (TFTN; BLV 173.38.1.1).



Par ces motifs, le Tribunal neutre prononce :

I. -	La requete formee par X	le 28 fevrier 2023 est irrecevable.	
II	L'émolument judiciaire, arrêté à 200 fr., est mis à la charge du requérant.		
	Le Président :	Un juge :	
		- ,	
	Olivier Derivaz	Aurélien Weidler	
Du			
Du			
Le p	résent arrêt est notifié :		
- -	au requérant, X, Chemin de la Moraine 16, 1162 Saint-Prex ; au Ministère public central, Avenue de Longemalle 1, 1020 Renens.		

Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant Tribunal fédéral aux conditions des articles 82 ss de la loi fédérale du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral (LTF; RS 173.110) et/ou d'un recours constitutionnel subsidiaire aux conditions des articles 113 ss LTF, dans les trente jours suivant sa notification.